



Il n'y a pas de consensus scientifique à l'ONU

Sommet de Copenhague sur les changements climatiques

Par [Thierry Meyssan](#)

Thème: [Environnement](#), [Nations Unies](#)

Mondialisation.ca, 20 décembre 2009

[Réseau Voltaire](#) 20 décembre 2009

Alors qu'une gigantesque campagne de presse présente le sommet de Copenhague sur les changements climatiques comme celui de la dernière chance pour « sauver la planète », Thierry Meyssan estime que, malgré les apparences, les questions en débat ne sont pas d'ordre environnemental, mais financier. Selon lui, il ne s'agirait pas d'inventer un nouveau modèle de production écologique, mais de relancer le capitalisme anglo-saxon. Dans ce premier article, il souligne la méprise initiale : il n'y a pas, à l'ONU, de consensus scientifique. Simplement parce qu'il ne peut pas y en avoir en un tel lieu.

Al Gore, Prix Nobel de la paix 2007. La venue annoncée de 110 chefs d'État et de gouvernement au sommet de Copenhague sur les changements climatiques semble créditer l'existence d'un consensus international : le climat de la terre se réchaufferait et ce changement serait imputable à l'activité industrielle. Plutôt que de discuter le bien-fondé de cette assertion, je voudrais montrer qu'elle n'a pas de base scientifique, mais ressort uniquement de la politique. Je traiterai dans un article ultérieur le profil des responsables actuels de la lutte contre l'échauffement climatique et leurs mobiles.

Pour comprendre ce que signifient les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) —l'instance de l'ONU qui a élaboré la doxa actuelle et qui a reçu pour cela le Prix Nobel de la Paix au côté d'Al Gore—, il faut observer que c'est la seconde fois qu'une organisation composée d'experts désignés par les États est créée au sein de l'ONU pour dire la Science.

L'IY2KCC La première expérience de ce type d'organisation est le Centre de coopération internationale pour l'année 2000 (IY2KCC). Son histoire peut nous apprendre beaucoup sur ce qui se passe actuellement à Copenhague.

Dès 1996, l'idée que les logiciels informatiques tomberaient en panne en l'an 2000 a commencé à circuler. Le sénateur républicain Bob Bennett a attiré l'attention de ses collègues sur les implications dramatiques que cela pourrait avoir sur les marchés financiers, à une époque où les transactions boursières sont orchestrées par des programmes informatiques réagissant au millième de seconde à la moindre variation de cours. Le fait que Bennett soit une haute personnalité de l'Église de Jésus-Christ et des Saints des Derniers Jours (« les mormons ») laissait à penser que le danger évoqué n'était peut être qu'une peur millénariste. Cependant, le sénateur fut rapidement soutenu par des « experts ». Bientôt le Federal Financial Institutions Examination Council (FFIEC), qui regroupe les différentes instances fédérales régulant les marchés financiers, décida d'harmoniser ses systèmes informatiques en vue de l'an 2000.

En novembre 1997, Bob Bennett et son collègue démocrate Christopher Dodd présentèrent et firent adopter le Computer Remediation and Shareholder Protection Act (littéralement la loi sur la réparation des ordinateurs et la protection des actionnaires, mais l'important est que cela constitue l'acronyme CRASH Protection Act). Ils écrivirent également au président Bill Clinton pour qu'il prenne le leadership mondial pour résoudre ce problème.

Le vice-président Al Gore s'empara de l'affaire. Il s'était forgé, à tort ou à raison, l'image d'un milliardaire qui s'était engagé à équiper son pays « d'autoroutes de l'information » (c'est-à-dire de réseaux de communication donnant notamment accès à Internet). Il installa à la Maison-Blanche un Conseil présidentiel pour l'adaptation de l'année 2000 (President's Y2K Conversion Council) [1]. La direction en fut confiée à Josh Koskinen, jusque-là chargé d'élaborer la politique fiscale à l'égard de l'industrie de l'informatique. La dénomination du Conseil utilise un mot ambigu « Conversion » (que j'ai traduit par « adaptation »). Dans le contexte de l'an 2000, il évoque aussi la nécessaire conversion que les chrétiens fondamentalistes doivent opérer pour conjurer la fin des temps.

Simultanément, le Sénat décida de créer une commission parlementaire temporaire sur les problèmes techniques de l'année 2000 [2].

Le Conseil de la Maison-Blanche exigea de chaque agence fédérale et de chaque département ministériel qu'il nomme un responsable de l'adaptation à l'an 2000. Surtout, il œuvra à sensibiliser le Conseil économique et social de l'ONU jusqu'à ce que son président, l'ambassadeur du Pakistan Ahmed Kamal, dépose une motion devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce texte, qui aurait inquiété s'il avait été proposé directement par Washington, fut adopté en séance plénière le 26 juin 1998 [3]. La chose fut facilitée par la création, toujours à l'initiative de la Maison-Blanche, d'un fonds spécial de la Banque mondiale pour l'adaptation à l'an 2000. En d'autres termes, en s'associant à cette résolution, les États les plus sceptiques sur le « bogue du millénaire » n'avaient rien à perdre et postulaient pour des subventions de la Banque mondiale destinées à moderniser leurs systèmes informatiques.

Affichant leur leadership, le président Bill Clinton et le vice-président Al Gore délivrèrent le 14 juillet 1998 un message alarmiste au monde, lors d'une séance solennelle à l'Académie nationale des Sciences à Washington.

Une première réunion de contact, organisée à l'ONU par l'ambassadeur Ahmed Kamal, réunit 120 délégations. Il fut décidé de créer une agence temporaire des Nations Unies, l'Y2KCC, dont le budget fut initialement abondé par les seuls États-Unis, soit indirectement via la Banque mondiale, soit en prenant en charge des dépenses. Contrairement aux habitudes, il n'y eut pas de discussion sur le lieu où siègerait cette agence, ni sur le choix de ses fonctionnaires. Le personnel étant fourni par Washington, la Maison-Blanche désigna son directeur, Bruce W. McConnell, qui était jusque-là chargé de la sécurité informatique de l'administration Clinton. Il était secondé par Art Warman, un ancien responsable de l'USAID.

Le succès de l'Y2KCC fut tel, que ce furent en définitive 170 États qui y adhérèrent. Chacun désigna ses experts. Chaque délégation ayant intérêt à participer aux travaux à la fois pour s'informer et pour ramasser des subsides de la Banque mondiale, l'assemblée de l'Y2KCC dégagea un consensus établissant le danger du « bogue du millénaire ».

Il n'est pas nécessaire de poursuivre plus loin. Ce rappel historique visait juste à montrer qu'un consensus de personnalités scientifiques au sein d'une assemblée politique, est un

consensus d'intérêts politiques et n'a rien à voir avec la science.

Le mobile Quelques années plus tard, l'ONU et le gouvernement US ont fait disparaître les sites internet consacrés à l'an 2000. Mais on peut toujours consulter en bibliothèque les montagnes de rapports officiels sur le « bogue du millénaire ». Presque tous les États et toutes les organisations intergouvernementales en ont publiés. Et au 1er janvier 2000 au matin, chacun pouvait savoir qu'ils étaient nuls et non avendus, que le danger du millénaire était une chimère.

En réalité l'affaire avait été patiemment montée. Le sénateur Bob Bennett est aussi un contact connu de la CIA, pour laquelle il a travaillé durant sa jeunesse. Bruce W. McConnell est également lié aux services de renseignement. Il vient d'ailleurs d'être nommé par le président Obama pour superviser les questions de sécurité des systèmes de communication au département de Sécurité de la patrie. Son ex-adjoint, Art Warman, dirige aujourd'hui Vega, une structure permettant à la CIA d'infiltrer les ONG US et offrant des programmes de « développement vert » dans le tiers-monde.

Le canular de l'an 2000 a permis à Washington d'imposer une harmonisation mondiale des logiciels et de créer un réseau global de communication entre États. De l'avis des administrations concernées, ce sont les efforts de l'IY2KCC qui ont permis de coordonner la lutte anti-terroriste après le 11-Septembre. En outre, cette harmonisation a permis aux États-Unis d'imposer leurs propres logiciels et de faire, entre autres, la fortune de Bill Gates. Ces logiciels sont tous validés par la National Security Agency, c'est-à-dire perméables aux intrusions des services de renseignement US.

Pour les naïfs qui se sont fait manipuler, cette opération a coûté selon les sources entre 300 et 600 milliards de dollars, dont moins de 40 ont été supportés par les États-Unis. Belle arnaque !

Al Gore, le GIEC et Copenhague La presse n'ayant pas de mémoire, personne n'a demandé au Prix Nobel de la paix Al Gore si ses alertes au réchauffement climatique étaient plus sincères que ses alertes à l'an 2000. Personne non plus n'a questionné le GIEC (co-lauréat du Prix Nobel de la paix) sur sa nature. La présence de quelques climatologues au milieu de diplomates ne faisant pas de cette assemblée politique une académie scientifique.

Notes

[1] Presidential Order 13073 : « Year 2000 Conversion », 4 février 1998.

[2] Le Special Committee on the Year 2000 Technology Problem fut bien sûr présidé par Bob Bennett, assisté de Christopher Dodd. En furent membres John Kyl, Susan Collins, Gordon Smith, Daniel Patrick Moynihan, Jeff Bingaman et Ted Stevens. Plus le doyen Robert Byrd ex officio.

[3] 88e session, Résolution 52/233.

Thierry Meyssan : *Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP Bertand (2007).*

Articles Par : [Thierry Meyssan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca